



Laplante
Brodeur
Lussier INC.

SOCIÉTÉ DE COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
RAPPORT FINANCIER
AU 31 MARS 2023

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
RAPPORT FINANCIER
AU 31 MARS 2023

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	3
Évolution de l'actif net	4
Bilan	5 - 6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 13
Renseignements complémentaires	14 - 16

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
LOISIR ET SPORT MONTRÉGIE

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de LOISIR ET SPORT MONTRÉGIE, qui comprennent le bilan au 31 mars 2023, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2023, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Les états financiers de LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE pour l'exercice terminé le 31 mars 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion sans réserve en date du 13 juillet 2022.

Laplanche Brodeur Lussier inc.

Pascal Lussier CPA auditeur

Par Pascal Lussier, CPA auditeur

Saint-Hyacinthe, le 19 juin 2023



LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023

(Audité)

	2023	2022
	\$	\$
PRODUITS		
Subventions (Annexe 1)	1 889 830	1 902 459
Gestion de programmes produits et services (Annexe 2)	267 568	143 646
Autres produits (Annexe 3)	27 551	22 171
	2 184 949	2 068 276
CHARGES		
Charges de fonctionnement (Annexe 4)	564 075	364 650
Charges d'administration (Annexe 5)	1 345 411	1 357 117
Subventions versées (Annexe 6)	234 980	342 154
	2 144 466	2 063 921
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	40 483	4 355

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023

(Audité)

	Fonds de prévoyance	Investi en immobilisations	Non affecté	2023	2022
	\$	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT	100 000	32 980	323 694	456 674	452 319
Excédent des produits sur les charges	-	(22 362)	62 845	40 483	4 355
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	33 998	(33 998)	-	-
SOLDE À LA FIN	100 000	44 616	352 541	497 157	456 674



Laplante
Brodeur
Lussier INC.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE**BILAN****AU 31 MARS 2023**

(Audité)

	2023	2022
	\$	\$
ACTIF		
COURT TERME		
Encaisse	1 559 007	760 647
Dépôt à terme, 5,05 %, échéant en mars 2024	500 000	-
Débiteurs	19 741	6 545
Sommes à recevoir de l'État	-	10 331
Subventions à recevoir	55 747	258 535
Frais payés d'avance	1 071	18 363
	2 135 566	1 054 421
PLACEMENTS, à la juste valeur (note 5)	429 600	165 256
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)	44 616	32 980
	2 609 782	1 252 657

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers



LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE**BILAN****AU 31 MARS 2023**

(Audité)

	2023	2022
	\$	\$
PASSIF		
COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	121 141	108 520
Sommes à remettre à l'État	17 154	
Apports reportés (note 7)	1 974 330	687 463
	2 112 625	795 983
ACTIF NET		
Fonds de prévoyance	100 000	100 000
Investi en immobilisations	44 616	32 980
Non affecté	352 541	323 694
	497 157	456 674
	2 609 782	1 252 657

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION


Administrateur



Administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023

(Audité)

	2023	2022
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	40 483	4 355
Éléments n'affectant pas la trésorerie :		
Gain sur disposition de placements	(2 217)	-
Variation nette de la juste valeur des placements	30 734	-
Amortissement des immobilisations corporelles	22 362	37 665
	91 362	42 020
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 9)	1 533 857	607 089
	1 625 219	649 109
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation nette du dépôt à terme	(500 000)	-
Acquisition de placements	(338 155)	(165 256)
Produit de disposition de placements	45 294	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(33 998)	(11 865)
	(826 859)	(177 121)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
	798 360	471 988
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	760 647	288 659
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE À LA FIN	1 559 007	760 647

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers



Laplante
Brodeur
Lussier INC.

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2023

(Audité)

1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE est un organisme sans but lucratif régi sous la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. L'organisme a pour mission de promouvoir le développement du loisir et du sport en Montérégie. Plus précisément, l'objectif de l'organisme est de mettre en œuvre des actions favorables à l'amélioration du niveau de la pratique d'activités physiques, de loisirs, de sports et de plein air dans un cadre sain et sécuritaire dans la région de la Montérégie.

2 - PRINCIPALE MÉTHODE DE COMPTABILITÉ

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

Les actifs et passifs financiers sont évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans les conditions de concurrence normale.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût après amortissement, à l'exception des placements en actions cotées et fonds communs de placements cotés sur un marché actif évalués à la juste valeur. De plus, l'organisme a fait le choix, au moment de leur comptabilisation initiale, d'évaluer les placements en obligations, à la juste valeur. Les variations de juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans les résultats de la période où elles se produisent.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Coûts de transaction

L'entité comptabilise ses coûts de transactions au résultat net de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2023

(Audité)

2 - PRINCIPALE MÉTHODE DE COMPTABILITÉ (Suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'origine. L'amortissement est calculé selon les méthodes, les durées et le taux suivants :

	<u>Méthodes</u>	<u>Durée / Taux</u>
Mobilier et agencements	Linéaire	5 ans
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	7 ans

Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total de flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur est comptabilisée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

Comptabilisation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa perception est raisonnablement assurée. Les apports relatifs à l'acquisition d'actifs à long terme amortissables sont comptabilisés à titre d'apports reportés puis amortis de la même façon que les actifs auxquels ils se rapportent.

Les produits de gestion de programmes produits et services et les cotisations sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que les services sont rendus, que le prix des services est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de transaction et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé. Les produits provenant de la participation au revenu net de fonds communs de placements sont constatés au moment de leur distribution. Les produits de dividendes sont constatés au moment où ils sont acquis par l'organisme. Les variations de la juste valeur sont constatées au moment où elles se produisent.

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2023

(Audité)

2 - PRINCIPALE MÉTHODE DE COMPTABILITÉ (Suite)

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction utilise des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Les estimations les plus subjectives concernent la durée de vie des immobilisations corporelles. La direction juge que ses estimations sont appropriées. Cependant, les renseignements réels pourraient être différents de ceux établis selon ces estimations et hypothèses. Ces dernières sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires.

3 - FONDS DE PRÉVOYANCE

Le fonds de prévoyance est constitué de sommes discrétionnaires déterminées par résolutions du conseil d'administration. Les sommes doivent servir à des dépenses non prévisibles pour assurer la pérennité de l'organisme. Au cours de l'exercice le conseil d'administration a décidé de conserver ce fonds à 100 000 \$.

4 - INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	2023	2022
	\$	\$
Provinciales	1 708 026	1 695 377
Fédérales	7 672	16 191
Autres organismes sans but lucratif	174 132	190 891
	1 889 830	1 902 459

5 - PLACEMENTS, À LA JUSTE VALEUR

	2023	2022
	\$	\$
Patrimoine Richardson (Fonds de Transport) :		
Fonds communs de placements (coût de 373 597 \$ en 2023)	350 598	133 158
Actions cotées en bourse (coût de 86 737 \$ en 2023)	79 002	32 098
	429 600	165 256

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2023

(Audité)

6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2023			2022
		\$		\$
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Valeur comptable</u>
Mobilier et agencements	43 015	30 432	12 583	8 184
Matériel roulant	29 983	28 717	1 266	1 808
Matériel informatique	70 517	52 037	18 480	1 385
Améliorations locatives	65 213	52 926	12 287	21 603
	208 728	164 112	44 616	32 980

7 - APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés sont constitués de subventions destinées à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent. La variation dans les apports reportés est la suivante :

	2023	2022
	\$	\$
Solde au début	687 463	182 866
Encaissements de l'exercice	3 094 262	687 463
Montants constatés à titre de produits	(1 807 395)	(182 866)
	1 974 330	687 463

Les apports reportés se composent comme suit :

PAFURS	903 804	-
MEES - Fonds de soutien au transport	450 000	500 000
Enveloppe Kino-Québec	350 225	72 591
Programme de soutien aux actions favorisant les saines habitudes de vie - Promotion d'initiatives auprès de la clientèle filles	150 000	-
Mandat - Loisir culturel	47 648	-
Promotion de l'activité physique (DSP)	38 000	32 000
Coordination régionale EX3	34 653	-
Soutien au milieu scolaire - Mesure 1.4	-	29 122
Gestion programme - Secondaire en spectacle en Montérégie et Estrie	-	29 000
Centrale d'équipement	-	24 750
	1 974 330	687 463

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2023

(Audité)

8 - INSTRUMENTS FINANCIERS

L'organisme est exposé à divers risques financiers. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de risque de l'organisme au 31 mars 2023.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créditeurs et frais courus et ses apports reportés.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs et aux subventions à recevoir. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposée au risque de prix autre.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. L'organisme est exposée au risque de prix autre en ce qui concerne ses placements à la juste valeur.

9 - VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT

	2023	2022
	\$	\$
Débiteurs	(13 196)	(4 147)
Sommes à recevoir de l'État	10 331	4 009
Subventions à recevoir	202 788	87 548
Frais payés d'avance	17 292	-
Créditeurs et frais courus	12 621	15 082
Sommes à remettre à l'État	17 154	-
Apports reportés	1 286 867	504 597
	1 533 857	607 089

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2023

(Audité)

10 - CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent, présentés à des fins de comparaison, ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée dans l'exercice courant.

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023

(Audité)

	2023	2022
	\$	\$
Annexe 1 - SUBVENTIONS		
PAFURS	991 907	904 039
Enveloppe Kino-Québec	243 861	217 773
Centrale d'équipements	137 750	15 000
Promotion de l'activité physique (DSP)	76 775	77 564
Programme de soutien aux actions favorisant les saines habitudes de vie	73 500	33 983
Table intersectorielle régionale de la Montérégie	54 562	78 606
Mandat - Loisir culturel	53 707	76 639
MEES - Fonds de soutien au transport	50 000	-
Gestion programme - Secondaire en spectacle en Montérégie et Estrie	40 048	44 114
Mesure 1.4	36 688	108 105
Enveloppe régionalisée - Loisir culturel	31 202	32 091
Mes premiers Jeux	27 720	-
Autres subventions	21 522	59 099
Gestion de programmes produits et services	21 988	36 967
Programme - Cycliste averti	20 600	36 080
Coordination régionale EX3	8 000	8 000
PÉPA	-	166 399
Gestion route bleue Montérégie	-	5 000
Autres évènements	-	3 000
	1 889 830	1 902 459
Annexe 2 - GESTION DE PROGRAMMES PRODUITS ET SERVICES		
Inscriptions - Secondaire en spectacle en Montérégie et Estrie	192 577	25 901
Formations	40 007	18 485
Honoraires de gestion et autres services administratifs	23 928	50 000
Inspection des aires de jeux publiques	11 056	49 260
	267 568	143 646

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023

(Audité)

	2023	2022
	\$	\$
Annexe 3 - AUTRES PRODUITS		
Cotisation	22 419	17 457
Revenus de placements	16 079	-
Revenus d'intérêts	15 249	2 570
Autres	7 207	2 144
Gain sur disposition de placements	2 217	-
Frais de gestion	(4 886)	-
Perte sur variation de la juste valeur des placements	(30 734)	-
	27 551	22 171
Annexe 4 - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Finales provinciales Jeux du Québec	185 944	28 519
Projets - Plein Air	114 478	106 581
Programmes Secondaire en spectacle en Montérégie et Estrie	63 595	24 242
Fiducie TIR	61 430	33 237
Fonds de transport	60 000	-
Formations	50 679	11 666
Mandat - Enjeux stratégiques	14 257	137 155
RDV Panquébécois	9 598	-
Rendez-vous LSM	3 657	2 268
Loisir culturel	437	20 982
	564 075	364 650

LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2023

(Audité)

	2023	2022
	\$	\$
Annexe 5 - CHARGES D'ADMINISTRATION		
Salaires et charges sociales	1 029 548	1 096 256
Projets spéciaux en communications	67 936	21 002
Loyer	42 099	41 376
Honoraires professionnels	26 781	52 159
Équipements de sport	24 277	-
Fournitures informatiques	22 581	24 273
Frais de formation	21 131	11 111
Fournitures de bureau et papeterie	16 450	14 357
Abonnements et cotisations	14 578	12 403
Frais de déplacement	12 588	5 933
Communications	12 536	8 283
Télécommunications	10 592	8 068
Matériel et fournitures diverses	5 720	2 705
Frais de représentation	5 118	4 070
Entretien et réparations	2 956	1 881
Assurances	1 945	1 852
Dépenses de matériel roulant	1 770	10 063
Dons	300	-
Créances douteuses	-	2
Intérêts et frais bancaires	4 143	3 658
Amortissement des immobilisations corporelles	22 362	37 665
	1 345 411	1 357 117
Annexe 6 - SUBVENTIONS VERSÉES		
Promotion activités physiques et saines habitudes de vie	234 980	331 780
Soutien au développement sportif	-	10 374
	234 980	342 154